ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/1341
G/SCM/155

20 novembre 2019

(19-7949)

RAPPORT (2019) DU COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES

(ADOPTÉ LE 19 NOVEMBRE 2019)

1 ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITÉ

1. L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'"Accord") est entré en vigueur le 1er janvier 1995. Tous les Membres de l'OMC sont membres de droit du Comité des subventions et des mesures compensatoires (le "Comité") établi en vertu de l'Accord.

2. Les gouvernements ayant le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont ce même statut auprès du Comité. Le FMI, la Banque mondiale, la CNUCED et la FAO ont le statut d'observateur régulier au Comité. Conformément à des décisions prises par le Comité en avril et en novembre 1998, respectivement, l'OCDE et le Groupe ACP sont invités à assister aux réunions sur une base *ad hoc*. Les demandes de statut d'observateur présentées par le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et par l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe sont en cours d'examen par les Membres.

3. Le présent rapport porte sur la période allant du 23 octobre 2018 au 19 novembre 2019 (la "période considérée"). Pendant cette période, le Comité a tenu deux réunions ordinaires et deux réunions extraordinaires, les 30 avril[1] et 19 novembre 2019[2]. Le Comité a aussi tenu une réunion informelle le 27 juin 2019 au cours de laquelle le Président a fait le point de la situation en ce qui concerne le respect des obligations en matière de notification des subventions.

4. Au début de la période considérée, M. Luis Adolfo Fernández (Costa Rica) était Président et Mme Michèle Legault Dooley (Canada) Vice-Présidente. En juin et juillet 2019, respectivement, le Comité a élu Mme Michèle Legault Dooley (Canada) Présidente et Mme Pinar Karakaya (Turquie) Vice-Présidente.

2 GROUPE D'EXPERTS PERMANENT

5. En vertu de l'article 24.3 de l'Accord, le Comité est tenu d'établir un Groupe d'experts permanent ("GEP"). Les tâches confiées au GEP par l'Accord sont les suivantes: fournir une assistance à un groupe spécial, sur demande, sur le point de savoir si une mesure est une subvention prohibée; donner à un Membre un avis consultatif confidentiel sur la nature d'une subvention qu'il se propose d'introduire ou applique déjà; et donner au Comité des avis consultatifs sur l'existence et la nature d'une subvention.

6. Au début de la période considérée, le GEP comptait trois membres: M. Subash Pillai (Malaisie), M. Ichiro Araki (Japon) et Mme Luz Elena Reyes de la Torre (Mexique). Le mandat de M. Subash Pillai est arrivé à son terme en avril 2019. Le Comité a élu M. Rabih Nasser (Brésil), M. Jaemin Lee (Corée) et Mme Marina Foltea (Moldova) comme nouveaux membres du GEP.

7. À la fin de la période considérée, les cinq membres du GEP sont: M. Ichiro Araki (jusqu'au printemps 2020), Mme Luz Elena Reyes de la Torre (jusqu'au printemps 2021), M. Jaemin Lee

[1] Les comptes rendus des réunions extraordinaires et ordinaires tenues en avril 2019 figurent dans les documents G/SCM/M/108 et G/SCM/M/109, respectivement.

[2] Les comptes rendus des réunions extraordinaires et ordinaires tenues en novembre 2019 figurent dans les documents G/SCM/M/110 et G/SCM/M/111, respectivement.

(jusqu'au printemps 2022), M. Rabih Nasser (jusqu'au printemps 2023) et Mme Marina Foltea (jusqu'au printemps 2024).

3 NOTIFICATION DES SUBVENTIONS

8. Nouvelles notifications complètes pour 2019: Conformément à l'article 25.1 de l'Accord et à l'article XVI du GATT de 1994, tous les Membres étaient tenus de présenter de nouvelles notifications complètes relatives aux subventions au plus tard le 30 juin 2019[3]. Au 19 novembre 2019, conformément aux dispositions susmentionnées, 34[4] Membres avaient notifié des mesures et 7 Membres avaient indiqué qu'ils ne maintenaient pas de subventions devant être notifiées. Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/343/…. Un tableau indiquant la situation en ce qui concerne les notifications pour 2019 figure à l'annexe A du présent rapport.

9. À sa réunion ordinaire du 30 avril 2019, le Comité a décidé que la procédure d'examen des nouvelles notifications complètes pour 2005 adoptée en avril 2005 (G/SCM/117) serait également appliquée aux fins de l'examen des nouvelles notifications complètes pour 2019[5]. Conformément à cette décision, à sa réunion extraordinaire du 19 novembre 2019, le Comité a examiné les notifications pour 2019 des Membres suivants: Argentine; Australie; Brésil; Chili; Cuba; Honduras; Hong Kong, Chine; Indonésie[6]; Macao, Chine; Macédoine du Nord; Maroc; Maurice; Monténégro; Norvège; Nouvelle-Zélande; Paraguay; Philippines; République dominicaine; Singapour; Tadjikistan[6]; Taipei chinois; et Thaïlande.

10. Nouvelles notifications complètes pour 2017: Conformément à l'article 25.1 de l'Accord et à l'article XVI du GATT de 1994, tous les Membres étaient tenus de présenter au plus tard le 30 juin 2017[3] une nouvelle notification complète relative aux subventions. Au 19 novembre 2019, conformément aux dispositions susmentionnées, 45[4] Membres avaient notifié des mesures et 19 Membres avaient indiqué qu'ils ne maintenaient pas de subventions devant être notifiées. Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/315/…. Un tableau indiquant la situation en ce qui concerne les notifications pour 2017 figure à l'annexe B du présent rapport.

11. À sa réunion extraordinaire du 30 avril 2019, le Comité a examiné les notifications pour 2017 des Membres suivants: Chine; Fédération de Russie; Inde[7]; Israël[7]; Jordanie; et Saint-Kitts-et-Nevis[7]. En outre, à sa réunion extraordinaire du 19 novembre 2019, le Comité a examiné les notifications pour 2017 des Membres suivants: Inde[7]; Islande[7]; Indonésie[6]; Monténégro; Tadjikistan[6]; et Union européenne[8];.

12. Nouvelles notifications complètes pour 2015: Conformément à l'article 25.1 de l'Accord et à l'article XVI du GATT de 1994, tous les Membres étaient tenus de présenter au plus tard le 30 juin 2015[3] de nouvelles notifications complètes relatives aux subventions. Au 19 novembre 2019, conformément aux dispositions susmentionnées, 47[4] Membres avaient notifié des mesures et 28 Membres avaient indiqué qu'ils ne maintenaient pas de subventions devant être notifiées. Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/284/…. Un tableau indiquant la situation en ce qui concerne les notifications pour 2015 figure à l'annexe C du présent rapport.

13. À sa réunion extraordinaire du 30 avril 2019, le Comité a examiné les notifications pour 2015 des Membres suivants: Inde[7]; Israël[7]; et Saint-Kitts-et-Nevis[7]. En outre, à sa réunion extraordinaire

[3] En 2005, le Comité a prolongé pour une durée indéterminée ses décisions provisoires antérieures (de 2001 et 2003) selon lesquelles il convenait de présenter une nouvelle notification complète tous les deux ans et d'attacher moins d'importance aux notifications annuelles de mise à jour.

[4] L'Union européenne compte pour un Membre.

[5] Les procédures prévoient que les questions concernant une notification sur les subventions et les réponses à ces questions devraient être présentées par écrit avant la réunion extraordinaire tenue pour examiner la notification. Les questions et les réponses écrites sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/Q2/….

[6] Document à cote multiple examiné une seule fois, en tant que nouvelle notification complète pour 2019.

[7] Document à cote multiple examiné une seule fois, en tant que nouvelle notification complète pour 2017.

[8] Les addenda à la notification de l'Union européenne se rapportaient à l'Autriche.

du 19 novembre 2019, le Comité a examiné les notifications pour 2015 des Membres suivants: Inde[7]; Islande[9]; Indonésie[6]; et Tadjikistan.

14. Nouvelles notifications complètes pour 2013: Conformément à l'article 25.1 de l'Accord et à l'article XVI du GATT de 1994, tous les Membres étaient tenus de présenter au plus tard le 30 juin 2013[3] une nouvelle notification complète relative aux subventions. Au 19 novembre 2019, conformément aux dispositions susmentionnées, 49[4] Membres avaient notifié des mesures et 29 Membres avaient indiqué qu'ils ne maintenaient pas de subventions devant être notifiées en application de ces dispositions. Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/253/…. Un tableau indiquant la situation en ce qui concerne les notifications pour 2013 figure à l'annexe D du présent rapport.

15. À sa réunion extraordinaire du 19 novembre 2019, le Comité a examiné les notifications pour 2013 des Membres suivants: Indonésie[6]; Islande[9]; et Tadjikistan.

16. Nouvelles notifications complètes pour 2011: Conformément à l'article 25.1 de l'Accord et à l'article XVI du GATT de 1994, tous les Membres étaient tenus de présenter au plus tard le 30 juin 2011[3] une nouvelle notification complète relative aux subventions. Au 19 novembre 2019, conformément aux dispositions susmentionnées, 45[4] Membres avaient notifié des mesures et 30 Membres avaient indiqué qu'ils ne maintenaient pas de subventions devant être notifiées. Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/220/…. Un tableau indiquant la situation en ce qui concerne les notifications pour 2011 figure à l'annexe E du présent rapport.

17. À sa réunion extraordinaire du 19 novembre 2019, le Comité a examiné la notification pour 2011 de l'Islande[9].

18. Nouvelles notifications complètes pour 2009: Conformément à l'article 25.1 de l'Accord et à l'article XVI du GATT de 1994, tous les Membres étaient tenus de présenter au plus tard le 30 juin 2009[3] une nouvelle notification complète relative aux subventions. Au 19 novembre 2019, conformément aux dispositions susmentionnées, 46[10] Membres avaient notifié des mesures et 26 Membres avaient indiqué qu'ils ne maintenaient pas de subventions devant être notifiées. Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/186/…. Un tableau indiquant la situation en ce qui concerne les notifications pour 2009 figure à l'annexe F du présent rapport.

19. À sa réunion extraordinaire du 19 novembre 2019, le Comité a examiné la notification pour 2009 de l'Islande[9].

20. Nouvelles notifications complètes pour 2007: Conformément à l'article 25.1 de l'Accord et à l'article XVI du GATT de 1994, tous les Membres étaient tenus de présenter au plus tard le 30 juin 2007[3] une nouvelle notification complète relative aux subventions. Au 19 novembre 2019, conformément aux dispositions susmentionnées, 46[10] Membres avaient notifié des mesures et 17 Membres avaient indiqué qu'ils ne maintenaient pas de subventions devant être notifiées. Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/155/…. Un tableau indiquant la situation en ce qui concerne les notifications pour 2007 figure à l'annexe G du présent rapport.

21. À sa réunion extraordinaire du 19 novembre 2019, le Comité a examiné la notification pour 2007 de l'Islande[9].

22. À ses réunions extraordinaires des 30 avril et 19 novembre 2019, le Comité a poursuivi l'examen des nouvelles notifications complètes pour 2017, 2015, 2013, 2011 et 2009 qui n'avait pas été terminé lors des réunions précédentes.

23. L'annexe H du présent rapport indique la période visée par la nouvelle notification complète relative aux subventions présentée le plus récemment par chaque Membre.

24. L'article 25.8 de l'Accord sur les subventions dispose: "Tout Membre pourra, à tout moment, demander par écrit des renseignements sur la nature et la portée de toute subvention accordée ou

[9] Document à cote multiple examiné une seule fois, en tant que nouvelle notification complète pour 2015.

[10] L'Union européenne compte pour un Membre.

maintenue par un autre Membre (y compris toute subvention visée dans la Partie IV), ou une explication quant aux raisons pour lesquelles une mesure spécifique a été considérée comme n'étant pas soumise à l'obligation de notification." Les demandes de renseignements faites au titre de cette disposition sont distribuées dans les documents de la série G/SCM/Q2/…. Certaines des questions présentées à ce jour au titre de cette disposition sont toujours sans réponse.

4 GROUPE DE TRAVAIL DES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

25. Le Groupe de travail des notifications concernant les subventions ne s'est pas réuni au cours de la période considérée.

5 PROROGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE POUR L'ÉLIMINATION DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

26. Notifications en matière de transparence pour l'année civile 2014 présentées conformément aux procédures énoncées dans le document WT/L/691 concernant les prorogations au titre de l'article 27.4 de l'Accord: À sa réunion extraordinaire du 30 avril 2019, le Comité a examiné la notification en matière de transparence pour l'année civile 2014 (la première des deux années du délai final prévu pour la suppression des subventions à l'exportation visées) présentée par Saint-Kitts-et-Nevis dans le contexte des prorogations au titre de l'article 27.4[11]. Ces notifications, qui devaient être présentées au plus tard le 30 juin 2015, sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/290/….

27. Notifications finales en matière de transparence pour l'année civile 2015 présentées conformément aux procédures énoncées dans le document WT/L/691 concernant les prorogations au titre de l'article 27.4: Au 19 novembre 2019, date de la réunion ordinaire du Comité, Antigua-et-Barbuda, le Belize, le Costa Rica, la Dominique, El Salvador, la Grenade, le Guatemala, la Jamaïque, la Jordanie, Maurice, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie avaient présenté les notifications finales en matière de transparence requises au titre du paragraphe 2 c) des procédures énoncées dans le document WT/L/691. Ces notifications devaient être présentées au plus tard le 30 juin 2016 pour ce qui concernait l'année civile 2015, la seconde des deux années du délai final prévu pour la suppression des subventions à l'exportation visées[12]. Elles sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/299/…. Le Comité a examiné ces notifications à ses réunions ordinaires des 30 avril et 19 novembre 2019. Comme cela a été dit à la réunion de novembre 2019, ce point – y compris le rapport de la Présidente sur la situation des notifications – sera inscrit à l'ordre du jour de la réunion qui se tiendra au printemps 2020.

6 NOTIFICATION ET EXAMEN DES LOIS ET/OU RÉGLEMENTATIONS EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS

6.1 Législations nationales – Examen des notifications de législations ou de réglementations nouvelles ou modifiées que le Comité n'a pas encore examinées (y compris les notifications supplémentaires de dispositions existantes qui n'ont pas encore été examinées)

28. Au 19 novembre 2019, conformément aux dispositions de l'article 32.6 de l'Accord et à une décision du Comité, 115[13] Membres avaient adressé au Comité des notifications concernant leur législation en matière de droits compensateurs ou des communications à cet égard (documents de la série G/SCM/N/1/…). Vingt et un Membres n'avaient pas encore présenté de notification au titre

[11] Au 19 novembre 2019, les Membres suivants avaient présenté leurs notifications en matière de transparence pour l'année civile 2014: Antigua-et-Barbuda, Belize, Costa Rica, Dominique, El Salvador, Guatemala, Jamaïque, Jordanie, Maurice, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie.

[12] Un rappel a été distribué sous la cote G/SCM/N/299.

[13] L'Union européenne compte pour un Membre. Ces notifications ne comprennent pas les notifications présentées par la Bulgarie, Chypre, la Croatie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie et la Slovénie avant leur adhésion aux Communautés européennes.

de l'article 32.6. Un tableau indiquant la situation en ce qui concerne ces notifications figure à l'annexe L du présent rapport.

29. À ses réunions ordinaires des 30 avril et 19 novembre 2019, le Comité a examiné les notifications des législations en matière de droits compensateurs présentées par les Membres suivants: Angola; Brésil; Émirats arabes unis; Kenya; Madagascar; Maurice; Uruguay; et Viet Nam.

6.2 Législations nationales – Poursuite de l'examen des notifications de législations que le Comité a déjà examinées

30. À sa réunion ordinaire du 19 novembre 2019, le Comité a poursuivi l'examen déjà commencé des notifications de législations présentées par El Salvador et le Viet Nam.

7 RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES ACTIONS EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS[14]

31. Notifications pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2018: Au 19 novembre 2019, 13[15] Membres avaient notifié des actions en matière de droits compensateurs menées pendant la période du 1er juillet au 31 décembre 2018. Quatre-vingt-onze Membres (y compris ceux qui avaient présenté des notifications uniques) avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pas mené d'action en matière de droits compensateurs pendant cette période. Trente-deux Membres n'avaient pas présenté de notification. Ces rapports semestriels ont été distribués dans les documents de la série G/SCM/N/342/… et examinés à la réunion ordinaire du Comité tenue le 30 avril 2019. La situation en ce qui concerne les rapports semestriels qui devaient être présentés pendant la période considérée est indiquée à l'annexe J du présent rapport.

32. Notifications pour la période du 1er janvier au 30 juin 2019: Au 19 novembre 2019, 11[15] Membres avaient notifié des actions en matière de droits compensateurs menées pendant la période du 1er janvier au 30 juin 2019. Quatre-vingt-huit Membres (y compris ceux qui avaient présenté des notifications uniques) avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pas mené d'action en matière de droits compensateurs pendant cette période. Trente-sept Membres n'avaient pas présenté de notification. Ces rapports semestriels ont été distribués dans les documents de la série G/SCM/N/349/… et examinés à la réunion ordinaire du Comité tenue le 19 novembre 2019. La situation en ce qui concerne les rapports semestriels qui devaient être présentés pendant la période considérée est indiquée à l'annexe J du présent rapport.

33. Au 19 novembre 2019, les 42 Membres ci-après avaient présenté une notification unique indiquant qu'ils n'avaient pas établi d'autorité compétente pour mener des enquêtes en matière de droits compensateurs et n'avaient jamais mené d'actions en matière de droits compensateurs ni ne prévoyaient d'en mener dans un avenir prévisible: Afghanistan; Barbade; Belize; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cameroun; Congo; Côte d'Ivoire; Cuba; Dominique; Gabon; Gambie; Géorgie; Ghana; Guinée; Guyana; Haïti; Hong Kong, Chine; Kenya; Liechtenstein; Macao, Chine; Malawi; Mali; Maldives; Maurice; Mongolie; Mozambique; Myanmar; Népal; Ouganda; Papouasie-Nouvelle-Guinée; République démocratique populaire lao; Saint-Kitts-et-Nevis; Sainte-Lucie; Sénégal; Sierra Leone; Sri Lanka; Suisse; Suriname; Vanuatu et Zambie.[16]

34. Un tableau récapitulatif des notifications concernant les nouvelles actions en matière de droits compensateurs menées par les Membres pendant la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019 et les mesures en vigueur au 30 juin 2019 figure à l'annexe K du présent rapport.

8 RAPPORTS SUR TOUTES LES ACTIONS PRÉLIMINAIRES OU FINALES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS[17]

35. Conformément à l'article 25.11 de l'Accord, les Membres doivent présenter sans délai au Comité un rapport sur toutes leurs décisions préliminaires ou finales en matière de droits compensateurs. Pendant la période considérée, le Comité a reçu des rapports sur les actions préliminaires ou finales

[14] Le modèle de présentation pour ces rapports figure dans le document G/SCM/2/Rev.1.
[15] L'Union européenne compte pour un Membre.
[16] Ces notifications figurent dans les documents de la série G/SCM/N/202/….
[17] Les lignes directrices concernant les renseignements à fournir dans ces rapports sont reproduites dans le document G/SCM/3/Rev.1.

en matière de droits compensateurs de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Chine, de la Colombie, des États-Unis, de l'Inde, du Mexique, du Pérou, de la Turquie, du Taipei chinois, de l'Ukraine et de l'Union européenne (G/SCM/N/340 et Corr.1, G/SCM/N/341, G/SCM/N/344, G/SCM/N/345, G/SCM/N/346, G/SCM/N/347, G/SCM/N/348, G/SCM/N/350, G/SCM/N/351, G/SCM/N/352, G/SCM/N/353, G/SCM/N/354, and G/SCM/N/355). Le Comité a examiné ces rapports à ses réunions ordinaires des 30 avril et 19 novembre 2019.

9 RESPECT DES DÉLAIS ET CARACTÈRE EXHAUSTIF DES NOTIFICATIONS

36. Dans le cadre des efforts faits par le Comité, comme le Président de l'Organe d'examen des politiques commerciales l'a demandé en 2009, pour trouver des "moyens d'améliorer la situation en ce qui concerne le respect des délais et le caractère exhaustif des notifications et autres renseignements concernant des mesures commerciales", le Secrétariat a distribué, à la demande du Président du Comité, le document G/SCM/W/546/Rev.10 daté du 29 mars 2019. Ce document fait le point de la situation en ce qui concerne le respect des diverses obligations de notification au titre de l'Accord SMC. Le Comité a poursuivi ses discussions sur cette question à ses réunions ordinaires des 30 avril et 19 novembre 2019. À ses réunions d'avril et de novembre, il a également poursuivi ses discussions sur le projet de procédure pour la présentation des questions et réponses au titre de l'article 25.8 et 25.9 de l'Accord SMC, proposé par les États-Unis[18].

10 MÉTHODE RELATIVE AU DOLLAR CONSTANT POUR LA GRADATION EN CE QUI CONCERNE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SMC

37. Conformément à la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre[19], l'Annexe VII b) de l'Accord SMC inclut les Membres qui y sont énumérés jusqu'à ce que leur PNB par habitant atteigne 1 000 dollars EU en dollars constants de 1990 pendant trois années consécutives, suivant la méthode de calcul décrite à l'appendice 2 du document G/SCM/38. Les calculs actualisés ont été distribués par le Secrétariat dans le document G/SCM/110/Add.16, daté du 14 mai 2019.

11 MISE EN ŒUVRE DU PARAGRAPHE 2 DE LA DÉCISION MINISTÉRIELLE SUR LES SUBVENTIONS À LA PÊCHE (WT/MIN(17)/64; 13 DÉCEMBRE 2017) – POINT INSCRIT À LA DEMANDE DE L'ARGENTINE, DE L'AUSTRALIE, DU CANADA, DU COSTA RICA[20], DES ÉTATS-UNIS, DE L'ISLANDE, DU JAPON, DE LA NORVÈGE, DE LA NOUVELLE ZÉLANDE, DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE, DU TAIPEI CHINOIS ET DE L'UNION EUROPÉENNE

38. À ses réunions ordinaires des 30 avril et 19 novembre 2019, le Comité a examiné ce point à la demande de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, du Costa Rica[20], des États-Unis, de l'Islande, du Japon, de la République de Corée, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Taipei chinois et de l'Union européenne.

12 DEMANDE DE 2017 ADRESSÉE PAR LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE À LA CHINE AU TITRE DE L'ARTICLE 25.8 DE L'ACCORD SMC

39. À ses réunions ordinaires des 30 avril et 19 novembre 2019, le Comité a examiné la demande adressée par les États-Unis et l'Union Européenne à la Chine au titre de l'article 25.8[21].

13 SUBVENTIONS ET SURCAPACITÉ – POINT INSCRIT À LA DEMANDE DU CANADA, DES ÉTATS-UNIS, DU JAPON ET DE L'UNION EUROPÉENNE

40. À ses réunions ordinaires des 30 avril et 19 novembre 2019, le Comité a examiné ce point à la demande du Canada, des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne.

---

[18] G/SCM/W/557/Rev.3.
[19] WT/MIN(01)/17, paragraphe 10.1.
[20] Le pays s'est joint à la demande d'inscription de ce point seulement à la réunion d'avril.
[21] G/SCM/Q2/CHN/70.

14 AUTRES POINTS ABORDÉS PENDANT LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE

41. À la réunion ordinaire du Comité tenue le 30 avril 2019, le point ci-après a été soulevé par le Mexique au titre des autres questions:

- Enquête en matière de droits compensateurs menée par les États-Unis au sujet des structures en acier.

ANNEXE A

NOUVELLES NOTIFICATIONS COMPLÈTES RELATIVES AUX SUBVENTIONS POUR 2019 (G/SCM/N/343/...)

Membre		**Membre**		**Membre**		**Membre**	
Afghanistan	Néant	Gabon	Néant	Namibie	Néant	Turquie	X
Afrique du Sud	Néant	Gambie	Néant	Népal	Néant	Ukraine	X
Albanie	Néant	Géorgie	N	Nicaragua	Néant	Union européenne	X
Angola	Néant	Ghana	Néant	Niger	Néant	Allemagne	X
Antigua-et-Barbuda	Néant	Grenade	Néant	Nigéria	Néant	Autriche	X
Arabie saoudite, Royaume d'	Néant	Guatemala	Néant	Norvège	X	Belgique	X
Argentine	X	Guinée	Néant	Nouvelle-Zélande	X	Bulgarie	X
Arménie	Néant	Guinée-Bissau	Néant	Oman	Néant	Chypre	X
Australie	X	Guyana	Néant	Ouganda	Néant	Croatie	X
Bahreïn, Royaume de	Néant	Haïti	Néant	Pakistan	Néant	Danemark	X
Bangladesh	Néant	Honduras	X	Panama	Néant	Espagne	X
Barbade	Néant	Hong Kong, Chine	X	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Néant	Estonie	X
Belize	Néant	Îles Salomon	Néant	Paraguay	N	Finlande	X
Bénin	Néant	Inde	X	Pérou	Néant	France	X
Bolivie, État plurinational de	Néant	Indonésie	X	Philippines	X	Grèce	X
Botswana	Néant	Islande	X	Qatar	Néant	Hongrie	X
Brésil	X	Israël	Néant	Rép. centrafricaine	Néant	Irlande	X
Brunéi Darussalam	N	Jamaïque	Néant	Rép. dém. du Congo	Néant	Italie	X
Burkina Faso	Néant	Japon	X	République démocratique populaire lao	Néant	Lettonie	X
Burundi	Néant	Jordanie	Néant	République dominicaine	X	Lituanie	X
Cabo Verde	Néant	Kazakhstan	X	République kirghize	Néant	Luxembourg	X
Cambodge	Néant	Kenya	Néant	Rwanda	Néant	Malte	X
Cameroun	Néant	Koweït, État du	Néant	Saint-Kitts-et-Nevis	Néant	Pays-Bas	X
Canada	X	Lesotho	Néant	Saint-Vincent-et-les Grenadines	Néant	Pologne	X
Chili	X	Libéria	Néant	Sainte-Lucie	X	Portugal	X
Chine	X	Liechtenstein	Néant	Samoa	Néant	République tchèque	X
Colombie	Néant	Macao, Chine	X	Sénégal	Néant	Roumanie	X
Congo	Néant	Macédoine du Nord	X	Seychelles	Néant	Royaume-Uni	X
Corée, Rép. de	X	Madagascar	Néant	Sierra Leone	Néant	Slovaquie	X
Costa Rica	Néant	Malaisie	Néant	Singapour	N	Slovénie	X
Côte d'Ivoire	Néant	Malawi	Néant	Sri Lanka	Néant	Suède	X
Cuba	N	Maldives	Néant	Suisse	X	Uruguay	Néant
Djibouti	Néant	Mali	Néant	Suriname	Néant	Vanuatu	Néant
Dominique	Néant	Maroc	X	Tadjikistan	X	Venezuela, Rép. bolivarienne du	Néant
Égypte	Néant	Maurice	X	Taipei chinois	X	Viet Nam	Néant
El Salvador	X	Mauritanie	Néant	Tanzanie	Néant	Yémen	Néant
Émirats arabes unis	Néant	Mexique	X	Tchad	Néant	Zambie	Néant
Équateur	Néant	Moldova, Rép. de	N	Thaïlande	X	Zimbabwe	Néant
Eswatini	Néant	Mongolie	Néant	Togo	N		
États-Unis	X	Monténégro	X	Tonga	Néant		
Fédération de Russie	Néant	Mozambique	Néant	Trinité-et-Tobago	Néant		
Fidji	Néant	Myanmar	Néant	Tunisie	Néant		

ANNEXE B

NOUVELLES NOTIFICATIONS COMPLÈTES RELATIVES AUX SUBVENTIONS POUR 2017 (G/SCM/N/315/...)

Membre		**Membre**		**Membre**		**Membre**	
Afghanistan	N	Gabon	N	Namibie	Néant	Turquie	X
Afrique du Sud	Néant	Gambie	Néant	Népal	Néant	Ukraine	X
Albanie	Néant	Géorgie	N	Nicaragua	Néant	Union européenne	X
Angola	Néant	Ghana	Néant	Niger	Néant	Allemagne	X
Antigua-et-Barbuda	X	Grenade	X	Nigéria	Néant	Autriche	X
Arabie saoudite, Royaume d'	N	Guatemala	X	Norvège	X	Belgique	X
Argentine	X	Guinée	Néant	Nouvelle-Zélande	X	Bulgarie	X
Arménie	Néant	Guinée-Bissau	Néant	Oman	N	Chypre	X
Australie	X	Guyana	Néant	Ouganda	Néant	Croatie	X
Bahreïn, Royaume de	N	Haïti	Néant	Pakistan	Néant	Danemark	X
Bangladesh	Néant	Honduras	X	Panama	Néant	Espagne	X
Barbade	Néant	Hong Kong, Chine	X	Papouasie-Nouvelle-Guinée	N	Estonie	X
Belize	X	Îles Salomon	Néant	Paraguay	N	Finlande	X
Bénin	Néant	Inde	X	Pérou	X	France	X
Bolivie, État plurinational de	Néant	Indonésie	X	Philippines	X	Grèce	X
Botswana	N	Islande	X	Qatar	Néant	Hongrie	X
Brésil	X	Israël	X	Rép. centrafricaine	Néant	Irlande	X
Brunéi Darussalam	Néant	Jamaïque	Néant	Rép. dém. du Congo	Néant	Italie	X
Burkina Faso	Néant	Japon	X	République démocratique populaire lao	Néant	Lettonie	X
Burundi	N	Jordanie	X	République dominicaine	X	Lituanie	X
Cabo Verde	Néant	Kazakhstan	X	République kirghize	Néant	Luxembourg	X
Cambodge	Néant	Kenya	Néant	Rwanda	Néant	Malte	X
Cameroun	Néant	Koweït, État du	Néant	Saint-Kitts-et-Nevis	X	Pays-Bas	X
Canada	X	Lesotho	Néant	Saint-Vincent-et-les Grenadines	Néant	Pologne	X
Chili	X	Libéria	Néant	Sainte-Lucie	X	Portugal	X
Chine	X	Liechtenstein	X	Samoa	Néant	République tchèque	X
Colombie	Néant	Macao, Chine	X	Sénégal	Néant	Roumanie	X
Congo	Néant	Macédoine du Nord	X	Seychelles	Néant	Royaume-Uni	X
Corée, Rép. de	X	Madagascar	N	Sierra Leone	Néant	Slovaquie	X
Costa Rica	X	Malaisie	X	Singapour	N	Slovénie	X
Côte d'Ivoire	Néant	Malawi	N	Sri Lanka	Néant	Suède	X
Cuba	N	Maldives	Néant	Suisse	X	Uruguay	Néant
Djibouti	Néant	Mali	N	Suriname	Néant	Vanuatu	Néant
Dominique	X	Maroc	Néant	Tadjikistan	X	Venezuela, Rép. bolivarienne du	Néant
Égypte	Néant	Maurice	Néant	Taipei chinois	X	Viet Nam	Néant
El Salvador	X	Mauritanie	Néant	Tanzanie	Néant	Yémen	Néant
Émirats arabes unis	Néant	Mexique	X	Tchad	Néant	Zambie	N
Équateur	N	Moldova, Rép. de	N	Thaïlande	X	Zimbabwe	Néant
Eswatini	Néant	Mongolie	Néant	Togo	N		
États-Unis	X	Monténégro	X	Tonga	Néant		
Fédération de Russie	X	Mozambique	Néant	Trinité-et-Tobago	Néant		
Fidji	Néant	Myanmar	Néant	Tunisie	Néant		

"N" signifie que le Membre a indiqué qu'il ne maintenait pas de subventions donnant lieu à notification.
"X" signifie que le Membre a notifié des subventions.
"Néant" signifie qu'aucune notification n'a été présentée.

ANNEXE C

NOUVELLES NOTIFICATIONS COMPLÈTES RELATIVES AUX SUBVENTIONS POUR 2015 (G/SCM/N/284/...)

Membre		**Membre**		**Membre**		**Membre**	
Afghanistan[1]	N	Gabon	N	Namibie	Néant	Turquie	X
Afrique du Sud	Néant	Gambie	Néant	Népal	Néant	Ukraine	X
Albanie	N	Géorgie	N	Nicaragua	Néant	Union européenne	X
Angola	Néant	Ghana	Néant	Niger	Néant	Allemagne	X
Antigua-et-Barbuda	X	Grenade	X	Nigéria	Néant	Autriche	X
Arabie saoudite, Royaume d'	N	Guatemala	X	Norvège	X	Belgique	X
Argentine	X	Guinée	Néant	Nouvelle-Zélande	X	Bulgarie	X
Arménie	N	Guinée-Bissau	Néant	Oman	N	Chypre	X
Australie	X	Guyana	N	Ouganda	Néant	Croatie	X
Bahreïn, Royaume de	N	Haïti	Néant	Pakistan	Néant	Danemark	X
Bangladesh	Néant	Honduras	X	Panama	Néant	Espagne	X
Barbade	Néant	Hong Kong, Chine	X	Papouasie-Nouvelle-Guinée	X	Estonie	X
Belize	X	Îles Salomon	Néant	Paraguay	N	Finlande	X
Bénin	Néant	Inde	X	Pérou	X	France	X
Bolivie, État plurinational de	Néant	Indonésie	X	Philippines	X	Grèce	X
Botswana	N	Islande	X	Qatar	N	Hongrie	X
Brésil	X	Israël	X	Rép. centrafricaine	Néant	Irlande	X
Brunéi Darussalam	Néant	Jamaïque	X	Rép. dém. du Congo	Néant	Italie	X
Burkina Faso	Néant	Japon	X	République démocratique populaire lao	Néant	Lettonie	X
Burundi	N	Jordanie	X	République dominicaine	N	Lituanie	X
Cabo Verde	Néant	Kazakhstan	X	République kirghize	Néant	Luxembourg	X
Cambodge	Néant	Kenya	Néant	Rwanda	Néant	Malte	X
Cameroun	Néant	Koweït, État du	Néant	Saint-Kitts-et-Nevis	X	Pays-Bas	X
Canada	X	Lesotho	N	Saint-Vincent-et-les Grenadines	X	Pologne	X
Chili	X	Libéria[2]	Néant	Sainte-Lucie	X	Portugal	X
Chine	X	Liechtenstein	N	Samoa	Néant	République tchèque	X
Colombie	Néant	Macao, Chine	X	Sénégal	Néant	Roumanie	X
Congo	N	Macédoine du Nord	Néant	Seychelles	X	Royaume-Uni	X
Corée, Rép. de	X	Madagascar	N	Sierra Leone	Néant	Slovaquie	X
Costa Rica	X	Malaisie	X	Singapour	N	Slovénie	X
Côte d'Ivoire	Néant	Malawi	N	Sri Lanka	Néant	Suède	X
Cuba	N	Maldives	Néant	Suisse	X	Uruguay	Néant
Djibouti	Néant	Mali	N	Suriname	Néant	Vanuatu	Néant
Dominique	X	Maroc	Néant	Tadjikistan	N	Venezuela, Rép. bolivarienne du	Néant
Égypte	Néant	Maurice	X	Taipei chinois	X	Viet Nam	Néant
El Salvador	X	Mauritanie	Néant	Tanzanie	Néant	Yémen	Néant
Émirats arabes unis	N	Mexique	X	Tchad	Néant	Zambie	N
Équateur	N	Moldova, Rép. de	N	Thaïlande	X	Zimbabwe	Néant
Eswatini	Néant	Mongolie	Néant	Togo	N		
États-Unis	X	Monténégro	X	Tonga	Néant		
Fédération de Russie	X	Mozambique	Néant	Trinité-et-Tobago	Néant		
Fidji	Néant	Myanmar	Néant	Tunisie	X		

"N" signifie que le Membre a indiqué qu'il ne maintenait pas de subventions donnant lieu à notification.
"X" signifie que le Membre a notifié des subventions.
"Néant" signifie qu'aucune notification n'a été présentée.

[1] Est devenu Membre le 29 juillet 2016.
[2] Est devenu Membre le 14 juillet 2016.

ANNEXE D

NOUVELLES NOTIFICATIONS COMPLÈTES RELATIVES AUX SUBVENTIONS POUR 2013 (G/SCM/N/253/...)

Membre		**Membre**		**Membre**		**Membre**	
Afrique du Sud	Néant	Gabon	N	Népal	Néant	Ukraine	X
Albanie	N	Gambie	Néant	Nicaragua	Néant	Union européenne	X
Angola	Néant	Géorgie	N	Niger	Néant	Allemagne	X
Antigua-et-Barbuda	X	Ghana	Néant	Nigéria	Néant	Autriche	X
Arabie saoudite, Royaume d'	N	Grenade	X	Norvège	X	Belgique	X
Argentine	X	Guatemala	X	Nouvelle-Zélande	X	Bulgarie	X
Arménie	N	Guinée	Néant	Oman	N	Chypre	X
Australie	X	Guinée-Bissau	Néant	Ouganda	Néant	Croatie[1]	X
Bahreïn, Royaume de	N	Guyana	N	Pakistan	Néant	Danemark	X
Bangladesh	Néant	Haïti	N	Panama	X	Espagne	X
Barbade	X	Honduras	X	Papouasie-Nouvelle-Guinée	X	Estonie	X
Belize	Néant	Hong Kong, Chine	X	Paraguay	N	Finlande	X
Bénin	Néant	Îles Salomon	Néant	Pérou	X	France	X
Bolivie, État plurinational de	Néant	Inde	X	Philippines	X	Grèce	X
Botswana	N	Indonésie	X	Qatar	N	Hongrie	X
Brésil	X	Islande	X	Rép. centrafricaine	Néant	Irlande	X
Brunéi Darussalam	Néant	Israël	X	Rép. dém. du Congo	Néant	Italie	X
Burkina Faso	N	Jamaïque	X	République démocratique populaire lao[2]	X	Lettonie	X
Burundi	N	Japon	X	République dominicaine	X	Lituanie	X
Cabo Verde	Néant	Jordanie	X	République kirghize	Néant	Luxembourg	X
Cambodge	Néant	Kenya	Néant	Rwanda	Néant	Malte	X
Cameroun	N	Koweït, État du	N	Saint-Kitts-et-Nevis	X	Pays-Bas	X
Canada	X	Lesotho	N	Saint-Vincent-et-les Grenadines	X	Pologne	X
Chili	X	Liechtenstein	N	Sainte-Lucie	X	Portugal	X
Chine	X	Macao, Chine	X	Samoa	Néant	République tchèque	X
Colombie	Néant	Macédoine du Nord	Néant	Sénégal	N	Roumanie	X
Congo	N	Madagascar	N	Sierra Leone	Néant	Royaume-Uni	X
Corée, Rép. de	X	Malaisie	X	Singapour	N	Slovaquie	X
Costa Rica	X	Malawi	N	Sri Lanka	Néant	Slovénie	X
Côte d'Ivoire	Néant	Maldives	Néant	Suisse	X	Suède	X
Cuba	N	Mali	N	Suriname	Néant	Uruguay	X
Djibouti	Néant	Maroc	Néant	Tadjikistan[3]	X	Vanuatu	Néant
Dominique	X	Maurice	Néant	Taipei chinois	X	Venezuela, Rép. bolivarienne du	Néant
Égypte	Néant	Mauritanie	Néant	Tanzanie	Néant	Viet Nam	X
El Salvador	X	Mexique	X	Tchad	Néant	Yémen[4]	Néant
Émirats arabes unis	Néant	Moldova, Rép. de	N	Thaïlande	X	Zambie	N
Équateur	N	Mongolie	Néant	Togo	N	Zimbabwe	Néant
Eswatini	Néant	Monténégro	Néant	Tonga	Néant		
États-Unis	X	Mozambique	Néant	Trinité-et-Tobago	Néant		
Fédération de Russie	X	Myanmar	Néant	Tunisie	X		
Fidji	Néant	Namibie	Néant	Turquie	X		

"N" signifie que le Membre a indiqué qu'il ne maintenait pas de subventions donnant lieu à notification.
"X" signifie que le Membre a notifié des subventions.
"Néant" signifie qu'aucune notification n'a été présentée.

[1] Est devenue Membre de l'UE le 1er juillet 2013.
[2] Est devenu Membre le 2 février 2013.
[3] Est devenu Membre le 2 mars 2013.
[4] Est devenu Membre le 26 juin 2014.

ANNEXE E

NOUVELLES NOTIFICATIONS COMPLÈTES RELATIVES AUX SUBVENTIONS POUR 2011 (G/SCM/N/220/...)

Membre		**Membre**		**Membre**		**Membre**	
Afrique du Sud	Néant	États-Unis	X	Mozambique	Néant	Tunisie	X
Albanie	X	Fidji	Néant	Myanmar	Néant	Turquie	X
Angola	Néant	Gabon	N	Namibie	Néant	Ukraine	X
Antigua-et-Barbuda	X	Gambie	Néant	Népal	Néant	Union européenne	X
Arabie saoudite, Royaume d'	X	Géorgie	N	Nicaragua	N	Allemagne	X
Argentine	X	Ghana	Néant	Niger	Néant	Autriche	X
Arménie	N	Grenade	X	Nigéria	Néant	Belgique	X
Australie	X	Guatemala	X	Norvège	X	Bulgarie	X
Bahreïn, Royaume de	N	Guinée	Néant	Nouvelle-Zélande	X	Chypre	X
Bangladesh	Néant	Guinée-Bissau	Néant	Oman	N	Danemark	X
Barbade	X	Guyana	N	Ouganda	Néant	Espagne	X
Belize	X	Haïti	N	Pakistan	Néant	Estonie	X
Bénin	Néant	Honduras	X	Panama	Néant	Finlande	X
Bolivie, État plurinational de	Néant	Hong Kong, Chine	X	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Néant	France	X
Botswana	N	Îles Salomon	Néant	Paraguay	N	Grèce	X
Brésil	X	Inde	X	Pérou	X	Hongrie	X
Brunéi Darussalam	Néant	Indonésie	Néant	Philippines	X	Irlande	X
Burkina Faso	N	Islande	X	Qatar	N	Italie	X
Burundi	N	Israël	X	Rép. centrafricaine	Néant	Lettonie	X
Cabo Verde	Néant	Jamaïque	X	Rép. dém. du Congo	Néant	Lituanie	X
Cambodge	Néant	Japon	X	République dominicaine	X	Luxembourg	X
Cameroun	N	Jordanie	X	République kirghize	Néant	Malte	X
Canada	X	Kenya	Néant	Rwanda	Néant	Pays-Bas	X
Chili	X	Koweït, État du	N	Saint-Kitts-et-Nevis	Néant	Pologne	X
Chine	X	Lesotho	N	Saint-Vincent-et-les Grenadines	Néant	Portugal	X
Colombie	N	Liechtenstein	N	Sainte-Lucie	X	République tchèque	X
Congo	N	Macao, Chine	X	Sénégal	Néant	Roumanie	X
Corée, Rép. de	X	Macédoine du Nord	X	Sierra Leone	Néant	Royaume-Uni	X
Costa Rica	X	Madagascar	N	Singapour	N	Slovaquie	X
Côte d'Ivoire	Néant	Malaisie	X	Sri Lanka	Néant	Slovénie	X
Croatie	X	Malawi	N	Suisse	X	Suède	X
Cuba	N	Maldives	Néant	Suriname	Néant	Uruguay	X
Djibouti	Néant	Mali	N	Taipei chinois	X	Venezuela, Rép. bolivarienne du	Néant
Dominique	Néant	Maroc	Néant	Tanzanie	Néant	Viet Nam	Néant
Égypte	Néant	Maurice	X	Tchad	Néant	Zambie	N
El Salvador	X	Mauritanie	Néant	Thaïlande	X	Zimbabwe	Néant
Émirats arabes unis	Néant	Mexique	X	Togo	N		
Équateur	N	Moldova, Rép. de	N	Tonga	N		
Eswatini	N	Mongolie	Néant	Trinité-et-Tobago	Néant		

"N" signifie que le Membre a indiqué qu'il ne maintenait pas de subventions donnant lieu à notification.
"X" signifie que le Membre a notifié des subventions.
"Néant" signifie qu'aucune notification n'a été présentée.

ANNEXE F

NOUVELLES NOTIFICATIONS COMPLÈTES RELATIVES AUX SUBVENTIONS POUR 2009 (G/SCM/N/186/...)

Membre		**Membre**		**Membre**		**Membre**	
Afrique du Sud	Néant	Lituanie	X	Honduras	X	Panama	Néant
Albanie	X	Luxembourg	X	Hong Kong, Chine	X	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Néant
Angola	Néant	Malte	X	Îles Salomon	Néant	Paraguay	N
Antigua-et-Barbuda	X	Pays-Bas	X	Inde	X	Pérou	X
Arabie saoudite, Royaume d'	X	Pologne	X	Indonésie	Néant	Philippines	X
Argentine	X	Portugal	X	Islande	X	Qatar	N
Arménie	N	République tchèque	X	Israël	X	Rép. centrafricaine	Néant
Australie	X	Roumanie	X	Jamaïque	X	Rép. dém. du Congo	Néant
Bahreïn, Royaume de	Néant	Royaume-Uni	X	Japon	X	République dominicaine	X
Bangladesh	Néant	Slovaquie	X	Jordanie	X	République kirghize	N
Barbade	X	Slovénie	X	Kenya	Néant	Rwanda	Néant
Belize	Néant	Suède	X	Koweït, État du	Néant	Saint-Kitts-et-Nevis	Néant
Bénin	Néant	Chili	X	Lesotho	N	Saint-Vincent-et-les Grenadines	X
Bolivie, État plurinational de	Néant	Chine	X	Liechtenstein	N	Sainte-Lucie	X
Botswana	N	Colombie	N	Macao, Chine	X	Sénégal	Néant
Brésil	X	Congo	N	Macédoine du Nord	X	Sierra Leone	Néant
Brunéi Darussalam	Néant	Corée, Rép. de	X	Madagascar	N	Singapour	N
Burkina Faso	N	Costa Rica	X	Malaisie	X	Sri Lanka	Néant
Burundi	Néant	Côte d'Ivoire	Néant	Malawi	N	Suisse	X
Cabo Verde	Néant	Croatie	X	Maldives	Néant	Suriname	N
Cambodge	Néant	Cuba	N	Mali	N	Taipei chinois	X
Cameroun	N	Djibouti	Néant	Maroc	Néant	Tanzanie	Néant
Canada	X	Dominique	Néant	Maurice	X	Tchad	Néant
CE	X	Égypte	Néant	Mauritanie	Néant	Thaïlande	X
Allemagne	X	El Salvador	X	Mexique	X	Togo	Néant
Autriche	X	Émirats arabes unis	Néant	Moldova, Rép. de	Néant	Tonga	Néant
Belgique	X	Équateur	N	Mongolie	Néant	Trinité-et-Tobago	N
Bulgarie	X	Eswatini	N	Mozambique	Néant	Tunisie	X
Chypre	X	États-Unis	X	Myanmar	Néant	Turquie	X
Danemark	X	Fidji	Néant	Namibie	X	Ukraine	X
Espagne	X	Gabon	N	Népal	Néant	Uruguay	X
Estonie	X	Gambie	Néant	Nicaragua	Néant	Venezuela, Rép. bolivarienne du	Néant
Finlande	X	Géorgie	N	Niger	Néant	Viet Nam	Néant
France	X	Ghana	Néant	Nigéria	N	Zambie	N
Grèce	X	Grenade	X	Norvège	X	Zimbabwe	Néant
Hongrie	X	Guatemala	X	Nouvelle-Zélande	X		
Irlande	X	Guinée	Néant	Oman	N		
Italie	X	Guinée-Bissau	Néant	Ouganda	Néant		
Lettonie	X	Guyana	N	Pakistan	Néant		

"N" signifie que le Membre a indiqué qu'il ne maintenait pas de subventions donnant lieu à notification.
"X" signifie que le Membre a notifié des subventions.
"Néant" signifie qu'aucune notification n'a été présentée.

ANNEXE G

NOUVELLES NOTIFICATIONS COMPLÈTES RELATIVES AUX SUBVENTIONS POUR 2007 (G/SCM/N/155/...)

Membre		**Membre**		**Membre**		**Membre**	
Afrique du Sud	Néant	Luxembourg	X	Honduras	X	Panama	Néant
Albanie	X	Malte	X	Hong Kong, Chine	X	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Néant
Angola	Néant	Pays-Bas	X	Îles Salomon	Néant	Paraguay	N
Antigua-et-Barbuda	X	Pologne	X	Inde	X	Pérou	X
Arabie saoudite, Royaume d'	X	Portugal	X	Indonésie	Néant	Philippines	X
Argentine	X	République tchèque	X	Islande	X	Qatar	N
Arménie	N	Roumanie	X	Israël	X	Rép. centrafricaine	Néant
Australie	X	Royaume-Uni	X	Jamaïque	X	Rép. dém. du Congo	Néant
Bahreïn, Royaume de	Néant	Slovaquie	X	Japon	X	République dominicaine	X
Bangladesh	Néant	Slovénie	X	Jordanie	X	République kirghize	Néant
Barbade	X	Suède	X	Kenya	Néant	Rwanda	Néant
Belize	X	Chili	X	Koweït, État du	Néant	Saint-Kitts-et-Nevis	X
Bénin	Néant	Chine	X	Lesotho	Néant	Saint-Vincent-et-les Grenadines	X
Bolivie, État plurinational de	Néant	Colombie	Néant	Liechtenstein	Néant	Sainte-Lucie	X
Botswana	N	Congo	N	Macao, Chine	X	Sénégal	Néant
Brésil	X	Corée, Rép. de	X	Macédoine du Nord	Néant	Sierra Leone	Néant
Brunéi Darussalam	Néant	Costa Rica	X	Madagascar	Néant	Singapour	N
Burkina Faso	Néant	Côte d'Ivoire	Néant	Malaisie	Néant	Sri Lanka	Néant
Burundi	Néant	Croatie	Néant	Malawi	Néant	Suisse	X
Cambodge	Néant	Cuba	N	Maldives	Néant	Suriname	Néant
Cameroun	N	Djibouti	Néant	Mali	N	Taipei chinois	X
Canada	X	Dominique	X	Maroc	Néant	Tanzanie	Néant
CE	X	Égypte	Néant	Maurice	X	Tchad	Néant
Allemagne	X	El Salvador	X	Mauritanie	Néant	Thaïlande	X
Autriche	X	Émirats arabes unis	Néant	Mexique	X	Togo	Néant
Belgique	X	Équateur	N	Moldova, Rép. de	Néant	Tonga[1]	Néant
Bulgarie	X	Eswatini	N	Mongolie	Néant	Trinité-et-Tobago	N
Chypre	X	États-Unis	X	Mozambique	Néant	Tunisie	X
Danemark	X	Fidji	Néant	Myanmar	Néant	Turquie	X
Espagne	X	Gabon	Néant	Namibie	Néant	Ukraine[2]	X
Estonie	X	Gambie	Néant	Népal	Néant	Uruguay	X
Finlande	X	Géorgie	N	Nicaragua	Néant	Venezuela, Rép. bolivarienne du	Néant
France	X	Ghana	Néant	Niger	Néant	Viet Nam	X
Grèce	X	Grenade	X	Nigéria	N	Zambie	N
Hongrie	X	Guatemala	X	Norvège	X	Zimbabwe	Néant
Irlande	X	Guinée	Néant	Nouvelle-Zélande	X		
Italie	X	Guinée-Bissau	Néant	Oman	N		
Lettonie	X	Guyana	N	Ouganda	Néant		
Lituanie	X	Haïti	Néant	Pakistan	Néant		

"N" signifie que le Membre a indiqué qu'il ne maintenait pas de subventions donnant lieu à notification.
"X" signifie que le Membre a notifié des subventions.
"Néant" signifie qu'aucune notification n'a été présentée.

[1] Est devenu Membre le 27 juillet 2007.
[2] Est devenu Membre le 16 avril 2008.

ANNEXE H

SITUATION CONCERNANT LES NOTIFICATIONS RELATIVES AUX SUBVENTIONS PRÉSENTÉES PAR LES MEMBRES DE L'OMC (1995-2019): PÉRIODES VISÉES PAR LES NOTIFICATIONS RELATIVES AUX SUBVENTIONS PRÉSENTÉES LE PLUS RÉCEMMENT PAR LES MEMBRES

Membre	
Afghanistan	2018
Afrique du Sud	2001-2002
Albanie	2013-2014
Angola	Néant
Antigua-et-Barbuda	2014-2016
Arabie saoudite, Royaume d'	2014-2017
Argentine	06/2016-06/2018
Arménie	2013-2014
Australie	07/2017-06/2019
Bahreïn, Royaume de	2015-2016
Bangladesh	Néant
Barbade	2012
Belize	09/2016-12/2017
Bénin	1997
Bolivie, État plurinational de	2000-2002
Botswana	2013-2016
Brésil	2017-2018
Brunéi Darussalam	2019
Burkina Faso	2011-2012
Burundi	2015-2016
Cabo Verde	Néant
Cambodge	Néant
Cameroun	2003-2013
Canada	2016/17-2017/18
Chili	06/2019
Chine	2017-2018
Colombie	2009-2011
Congo	2013-2014
Corée, Rép. de	2017-2018
Costa Rica	2016
Côte d'Ivoire	1996
Cuba	2017-2018
Djibouti	Néant
Dominique	06/2017
Égypte	1997
El Salvador	2017-2018
Émirats arabes unis	2013-2014
Équateur	2015-2016
Eswatini	2009-2010
États-Unis	2017-2018
Fédération de Russie	2015-2016
Fidji	2003-2004
Gabon	2013-2016
Gambie	1998
Géorgie	2016-2018
Ghana	2001-2002
Grenade	07/14-06/16
Guatemala	07/15-06/16
Guinée	2001-2002
Guinée-Bissau	Néant
Guyana	2015
Haïti	2013
Honduras	2017
Hong Kong, Chine	03/19
Îles Salomon	Néant
Inde	04/17-03/19
Indonésie	2018
Islande	2017-2018
Israël	2014-2016
Jamaïque	2015
Japon	04/16-03/18
Jordanie	2016
Kazakhstan	2018
Kenya	Néant

Membre	
Koweït, État du	2013
Lesotho	2010-2015
Libéria	Néant
Liechtenstein	2015-2016
Macao, Chine	2018
Macédoine du Nord	2019
Madagascar	2015-2016
Malaisie	2016-2017
Malawi	2015-2016
Maldives	Néant
Mali	2015-2016
Maroc	2017-2018
Maurice	2017-2018
Mauritanie	Néant
Mexique	2016-2018
Moldova, Rép. de	2016-2018
Mongolie	2001-2002
Monténégro	2017-2018
Mozambique	Néant
Myanmar	2001-2002
Namibie	2002-2009
Népal	Néant
Nicaragua	2009-2010
Niger	Néant
Nigéria	2007-2008
Norvège	2017-2018
Nouvelle-Zélande	2016/17-2017/18
Oman	2015-2016
Ouganda	2003-2004
Pakistan	1991-1995
Panama	2012
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2015-2016
Paraguay	2019
Pérou	2015-2016
Philippines	2017-2018
Qatar	2013-2014
Rép. centrafricaine	Néant
Rép. dém. du Congo	Néant
Rép. dém. pop. lao	2010-2013
République dominicaine	2018
République kirghize	2009
Rwanda	Néant
Saint-Kitts-et-Nevis	2017
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2014
Sainte-Lucie	2015-2018
Samoa	Néant
Sénégal	2013
Seychelles	2015
Sierra Leone	None
Singapour	2017-2018
Sri Lanka	1995-1997
Suisse	2017-2018
Suriname	2007-2008
Tadjikistan	2016-2019
Taipei chinois	2016-2018
Tanzanie	None
Tchad	Néant
Thaïlande	2017-2018
Togo	2017-2018
Tonga	2009-2010
Trinité-et-Tobago	2007-2008
Tunisie	2013-2014
Turquie	2017-2018
Ukraine	2017-2018

Membre	
Union Européenne	2017-2018
Allemagne	2017-2018
Autriche	2017-2018
Belgique	2017-2018
Bulgarie	2017-2018
Chypre	2017-2018
Croatie	2017-2018
Danemark	2017-2018
Espagne	2017-2018
Estonie	2017-2018
Finlande	2017-2018
France	2017-2018
Grèce	2017-2018
Hongrie	2017-2018
Irlande	2017-2018
Italie	2017-2018
Lettonie	2017-2018
Lituanie	2017-2018
Luxembourg	2017-2018
Malte	2017-2018
Pays-Bas	2017-2018
Pologne	2017-2018
Portugal	2017-2018
République tchèque	2017-2018
Roumanie	2017-2018
Royaume-Uni	2017-2018
Slovaquie	2017-2018
Slovénie	2017-2018
Suède	2017-2018
Uruguay	07/11-06/12
Vanuatu	Néant
Venezuela, Rép. bol. du	1995-1996
Viet Nam	2011-2013
Yémen	Néant
Zambie	2016
Zimbabwe	2000

ANNEXE I

NOTIFICATIONS DES LÉGISLATIONS EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS AU TITRE DE L'ARTICLE 32.6 DE L'ACCORD SMC AU 19 NOVEMBRE 2019

Légende: "*" - Notification "Néant" (aucune législation en matière de droits compensateurs)
"Néant" signifie qu'aucune notification n'a été présentée.

MEMBRE/OBSERVATEUR	NOTIFICATION PRÉSENTÉE
Afghanistan	G/SCM/N/1/AFG/1
Afrique du Sud	G/SCM/N/1/ZAF/2 + Add.1
Albanie	G/SCM/N/1/ALB/2 + Rev.1
Angola	G/SCM/N/1/AGO*
Antigua-et-Barbuda	G/SCM/N/1/ATG/2
Arabie saoudite, Royaume d'	G/SCM/N/1/SAU/2 + Suppl. 1
Argentine	G/SCM/N/1/ARG/1 + Suppl.1, 2, 3 & Suppl.3/Corr.1 + Suppl.4, 5, 6, 7 & 8
Arménie	G/SCM/N/1/ARM/3
Australie	G/SCM/N/1/AUS/2 + Suppl.1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 & 15
Bahreïn, Royaume de	G/SCM/N/1/BHR/2 + Corr.1 & Suppl. 1
Bangladesh	Néant
Barbade	G/SCM/N/1/BRB/1
Belize	Néant
Bénin	G/SCM/N/1/BEN/1*
Bolivie, État plurinational de	G/SCM/N/1/BOL/2 + Corr.1
Botswana	Néant
Brésil	G/SCM/N/1/BRA/2 + Suppl.1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 & 14.
Brunéi Darussalam	G/SCM/N/1/BRN/1*
Burkina Faso	G/SCM/N/1/BFA/1*
Burundi	G/SCM/N/1/BDI/1*
Cabo Verde	Néant
Cambodge	G/SCM/N/1/KHM/2
Cameroun	G/SCM/N/1/CMR/1+Corr.1 & Suppl.1
Canada	G/SCM/N/1/CAN/4 + Suppl.1 & 2.
Chili	G/SCM/N/1/CHL/2 + Suppl.1
Chine	G/SCM/N/1/CHN/1 + Suppl.1, 2, 3, 4 & 5
Colombie	G/SCM/N/1/COL/1
Congo	G/SCM/N/1/COG/1*
Corée, Rép. de	G/SCM/N/1/KOR/4
Costa Rica	G/SCM/N/1/CRI/4
Côte d'Ivoire	G/SCM/N/1/CIV/1*
Cuba	G/SCM/N/1/CUB/1 + Suppl.1
Djibouti	Néant
Dominique	G/SCM/N/1/DMA/1
Égypte	G/SCM/N/1/EGY/2/Rev.1 + Rev.1/Suppl.1
El Salvador	G/SCM/N/1/SLV/3 + Suppl.1
Émirats arabes unis	G/SCM/N/1/ARE/2 + Suppl.1
Équateur	G/SCM/N/1/ECU/3
Eswatini	Néant
États-Unis	G/SCM/N/1/USA/1 + Corr.1 + Suppl.1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17,18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 & Suppl.24/Corr.1
Fédération de Russie	G/SCM/N/1/RUS/2
Fidji	G/SCM/N/1/FJI/2
Gabon	G/SCM/N/1/GAB/2*
Gambie	G/SCM/N/1/GMB/1*
Géorgie	G/SCM/N/1/GEO/1*
Ghana	G/SCM/N/1/GHA/1*

MEMBRE/OBSERVATEUR	NOTIFICATION PRÉSENTÉE
Grenade	G/SCM/N/1/GRD/2
Guatemala	G/SCM/N/1/GTM/3
Guinée	G/SCM/N/1/GIN/1*
Guinée-Bissau	Néant
Guyana	G/SCM/N/1/GUY/1*
Haïti	G/SCM/N/1/HTI/1*
Honduras	G/SCM/N/1/HND/3
Hong Kong, Chine	G/SCM/N/1/HKG/1*
Îles Salomon	Néant
Inde	G/SCM/N/1/IND/2 + Corr.1 + Suppl.1, 2 ,3, 4, 5, 6, 7 & 8
Indonésie	G/SCM/N/1/IDN/3
Islande	G/SCM/N/1/ISL/1
Israël	G/SCM/N/1/ISR/3 + Corr.1
Jamaïque	G/SCM/N/1/JAM/2
Japon	G/SCM/N/1/JPN/2 + Corr.1 & 2 + Suppl.1, 2, 3, 4 & Suppl.4/Corr.1, Suppl.5, 6, 7, 8 & 9
Jordanie	G/SCM/N/1/JOR/3
Kazakhstan	G/SCM/N/1/KAZ/1 + Rev.1 + Corr.1
Kenya	G/SCM/N/1/KEN/3
Koweït, État du	G/SCM/N/1/KWT/1 + Suppl.1 + Corr.1
Lesotho	G/SCM/N/1/LSO/1
Libéria	G/SCM/N/1/LBR/1 + Corr.1
Liechtenstein	G/SCM/N/1/LIE/1*
Macao, Chine	G/SCM/N/1/MAC/1*
Macédoine du Nord	G/SCM/N/1/MKD/1 + Corr.1 + Suppl.1
Madagascar	G/SCM/N/1/MDG/1
Malaisie	G/SCM/N/1/MYS/1 + Add.1
Malawi	G/SCM/N/1/MWI/1*
Maldives	G/SCM/N/1/MDV/2*
Mali	G/SCM/N/1/MLI/1*
Maroc	G/SCM/N/1/MAR/3
Maurice	G/SCM/N/1/MUS/3
Mauritanie	Néant
Mexique	G/SCM/N/1/MEX/1 + Corr.1 + Suppl.1, 2, Suppl.2/Corr.1, Suppl.3, & 4
Moldova, Rép. de	G/SCM/N/1/MDA/1
Mongolie	G/SCM/N/1/MNG/2*
Monténégro	G/SCM/N/1/MNE/1 + Suppl.1
Mozambique	Néant
Myanmar	G/SCM/N/1/MYN/1*
Namibie	G/SCM/N/1/NAM/1*
Népal	G/SCM/N/1/NPL/1*
Nicaragua	G/SCM/N/1/NIC/2
Niger	Néant
Nigéria	G/SCM/N/1/NGA/1*
Norvège	G/SCM/N/1/NOR/4 + Corr.1
Nouvelle-Zélande	G/SCM/N/1/NZL/2 + Suppl.1, 2, 3, 4, 5 & 6 + Rev.1
Oman	G/SCM/N/1/OMN/3 + Suppl.1
Ouganda	G/SCM/N/1/UGA/2
Pakistan	G/SCM/N/1/PAK/3
Panama	G/SCM/N/1/PAN/2 + Suppl.1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	G/SCM/N/1/PNG/1*
Paraguay	G/SCM/N/1/PRY/2 + Corr.1
Pérou	G/SCM/N/1/PER/2 + Suppl.1
Philippines	G/SCM/N/1/PHL/2
Qatar	G/SCM/N/1/QAT/3 + Suppl.1
République centrafricaine	Néant
République démocratique du Congo	Néant

MEMBRE/OBSERVATEUR	NOTIFICATION PRÉSENTÉE
République démocratique populaire lao	G/SCM/N/1/LAO/1[1]
République dominicaine	G/SCM/N/1/DOM/2 + Corr.1 (Espagnol seulement) + Suppl.1/Corr.1 + Suppl. 2
République kirghize	G/SCM/N/1/KGZ/3
Rwanda	Néant
Saint-Kitts-et-Nevis	Néant
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Néant
Sainte-Lucie	G/SCM/N/1/LCA/1
Samoa	Néant
Sénégal	G/SCM/N/1/SEN/1
Seychelles	G/SCM/N/1/SYC/1*
Sierra Leone	Néant
Singapour	G/SCM/N/1/SGP/2 + Suppl.1
Sri Lanka	G/SCM/N/1/LKA/1*
Suisse	G/SCM/N/1/CHE/1*
Suriname	G/SCM/N/1/SUR/1*
Tadjikistan	Néant
Taipei chinois	G/SCM/N/1/TPKM/1 + Corr.1 + Suppl.1 & 2
Tanzanie	Néant
Tchad	G/SCM/N/1/TCD/1*
Thaïlande	G/SCM/N/1/THA/4 + Corr.1
Togo	G/SCM/N/1/TGO/1*
Tonga	G/SCM/N/1/TON/1*
Trinité-et-Tobago	G/SCM/N/1/TTO/1 + Suppl.1
Tunisie	G/SCM/N/1/TUN/2
Turquie	G/SCM/N/1/TUR/3 + Suppl.1, 2, 3 & Suppl.3/Corr.1
Ukraine	G/SCM/N/1/UKR + Suppl.1 & Suppl.1/Corr.1
Union européenne	G/SCM/N/1/EU/2 + Suppl. 1, 2 & 3
Uruguay	G/SCM/N/1/URY/2
Vanuatu	G/SCM/N/1/VUT/1*
Venezuela, Rép. bolivarienne du	G/SCM/N/1/VEN/1 + Suppl.1 & 2
Viet Nam	G/SCM/N/1/VNM + Corr.1
Yémen	Néant
Zambie	G/SCM/N/1/ZMB/1
Zimbabwe	G/SCM/N/1/ZWE/2 + Suppl.1

[1] Présenté pour distribution.

ANNEXE J

RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES ACTIONS EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS, 1ER JUILLET 2018-30 JUIN 2019

MEMBRE	1er juillet-31 décembre 2018 (G/SCM/N/342)	1er janvier-30 juin 2019 (G/SCM/N/349)
Afghanistan	Notification unique	
Afrique du Sud	N	N
Albanie	N	Néant
Angola	Néant	Néant
Antigua-et-Barbuda	Néant	Néant
Arabie saoudite, Royaume d'	N	N
Argentine	N	N
Arménie	N	N
Australie	X	X
Bahreïn, Royaume de	N	N
Bangladesh	Néant	Néant
Barbade	Notification unique	
Belize	Notification unique	
Bénin	Notification unique	
Bolivie, État plurinational de	Néant	Néant
Botswana	N	N
Brésil	X	X
Brunéi Darussalam	Néant	Néant
Burkina Faso	Notification unique	
Burundi	Notification unique	
Cabo Verde	Néant	Néant
Cambodge	Néant	Néant
Cameroun	Notification unique	
Canada	X	X
Chili	N	Néant
Chine	X	X
Colombie	N	Néant
Congo	Notification unique	
Corée, République de	N	N
Costa Rica	N	N
Côte d'Ivoire	Notification unique	
Cuba	Notification unique	
Djibouti	Néant	Néant
Dominique	Notification unique	
Égypte	N	N
El Salvador	N	N
Émirats arabes unis	N	N
Équateur	N	N
Eswatini	N	N
États-Unis	X	X
Fédération de Russie	N	N
Fidji	Néant	Néant
Gabon	Notification unique	
Gambie	Notification unique	
Géorgie	Notification unique	
Ghana	Notification unique	
Grenade	Néant	Néant
Guatemala	Néant	Néant
Guinée	Notification unique	
Guinée-Bissau	Néant	Néant
Guyana	Notification unique	
Haïti	Notification unique	
Honduras	N	Néant
Hong Kong, Chine	Notification unique	
Îles Salomon	Néant	Néant
Inde	X	X
Indonésie	N	N
Islande	N	N
Israël	N	N
Jamaïque	N	N

MEMBRE	1er juillet-31 décembre 2018 (G/SCM/N/342)	1er janvier-30 juin 2019 (G/SCM/N/349)
Japon	N	N
Jordanie	N	N
Kazakhstan	N	N
Kenya	Notification unique	
Koweït, État du	N	N
Lesotho	N	N
Libéria	Néant	Néant
Liechtenstein	Notification unique	
Macao, Chine	Notification unique	
Macédoine du Nord	N	N
Madagascar	N	N
Malaisie	N	N
Malawi	Notification unique	
Maldives	Notification unique	
Mali	Notification unique	
Maroc	N	Néant
Maurice	Notification unique	
Mauritanie	Néant	Néant
Mexique	X	N
Moldova, République de	N	N
Mongolie	Notification unique	
Monténégro	N	N
Mozambique	Notification unique	
Myanmar	Notification unique	
Namibie	N	N
Népal	Notification unique	
Nicaragua	N	N
Niger	Néant	Néant
Nigéria	Néant	Néant
Norvège	N	N
Nouvelle-Zélande	X	X
Oman	N	N
Ouganda	Notification unique	
Pakistan	N	N
Panama	N	N
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Notification unique	
Paraguay	N	N
Pérou	X	X
Philippines	N	N
Qatar	N	N
RDP lao	Notification unique	
République centrafricaine	Néant	Néant
République démocratique du Congo	Néant	Néant
République dominicaine	N	N
République kirghize	N	N
Rwanda	Néant	Néant
Saint-Kitts-et-Nevis	Notification unique	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Néant	Néant
Sainte-Lucie	Notification unique	
Samoa	Néant	Néant
Sénégal	Notification unique	
Seychelles	Néant	N
Sierra Leone	Notification unique	
Singapour	N	N
Sri Lanka	Notification unique	
Suisse	Notification unique	
Suriname	Notification unique	
Tadjikistan	Néant	Néant
Taipei chinois	X	X
Tanzanie	Néant	Néant
Tchad	Néant	Néant
Thaïlande	N	N
Togo	Néant	Néant
Tonga	Néant	Néant
Trinité-et-Tobago	N	N
Tunisie	Néant	Néant

MEMBRE	1er juillet-31 décembre 2018 (G/SCM/N/342)	1er janvier-30 juin 2019 (G/SCM/N/349)
Turquie	X	X
Ukraine	X	N
Union européenne	X	X
Uruguay	N	Néant
Vanuatu	Notification unique	
Venezuela, Rép. bolivarienne du	Néant	Néant
Viet Nam	N	N
Yémen	Néant	Néant
Zambie	Notification unique	
Zimbabwe	Néant	Néant

X: Un rapport semestriel sur les actions menées a été présenté.
N: Un rapport indiquant qu'aucune action n'a été menée a été présenté.
Néant: Aucun rapport n'a été présenté.
-- : Est devenu Membre pendant la période considérée, et n'a pas présenté de rapport.
NM: N'était pas Membre pendant la période considérée.

ANNEXE K

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES ACTIONS ET MESURES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS TELLES QU'INDIQUÉES DANS LES DOCUMENTS G/SCM/N/342/... ET G/SCM/N/349/... (1ER JUILLET 2018-30 JUIN 2019) AU 19 NOVEMBRE 2019

Ouverture de l'enquête				Mesures provisoires (les déterminations préliminaires négatives et les déterminations préliminaires positives n'ayant pas donné lieu à l'imposition de mesures ne sont pas incluses)				Droits définitifs (les déterminations négatives ne sont pas incluses)				Engagements en matière de prix		Abrogations notifiées[1]	Mesures en vigueur le 30 juin 2019 (droits définitifs et engagements)[2]
Total	**Pays[3] visés**			**Total**	**Pays[3] visés**			**Total**	**Pays[3] visés**			**Total**	**Pays[3] visés**		
	AUSTRALIE														
1	TUR (1)			0				1	CHN (1)			0		2	11
	BRÉSIL														
0				0				1	IND (1)			0		0	3
	CANADA														
0				4	CHN (2)	KOR (1)	VNM (1)	5	CHN (2)	KOR (1)	TUR (1)	0		0	28
									VNM (1)						
	CHINE														
2	AUS (1)	IND (1)		0				0				0		1	4
	ÉTATS-UNIS														
18	CAN (1)	CHN (10)	IND (3)	17	CHN (11)	IND (2)	ISR (1)	18	CHN (11)	IND (3)	KOR (1)	0		4	120
	ISR (1)	MEX (1)	TUR (2)		THA (2)	VNM (1)			ESP (1)	TUR (1)	VNM (1)				
	INDE														
9	CHN (4)	IDN (1)	MYS (1)	0				1	CHN (1)			0		0	3
	THA (1)	VNM (2)													
	MEXIQUE														
0	0			0				0				0		0	3

[1] Y compris les mesures notifiées comme ayant été totalement ou partiellement abrogées, et comme étant devenues caduques.
[2] Certaines des mesures en vigueur ont été notifiées comme ayant été totalement ou partiellement suspendues.
[3] Le terme "pays" s'entend dans tous les cas de pays ou territoires douaniers. On trouvera à la suite de ce tableau la liste des abréviations utilisées.

Ouverture de l'enquête				Mesures provisoires (les déterminations préliminaires négatives et les déterminations préliminaires positives n'ayant pas donné lieu à l'imposition de mesures ne sont pas incluses)				Droits définitifs (les déterminations négatives ne sont pas incluses)				Engagements en matière de prix		Abrogations notifiées[1]	Mesures en vigueur le 30 juin 2019 (droits définitifs et engagements)[2]
Total	**Pays[3] visés**			**Total**	**Pays[3] visés**			**Total**	**Pays[3] visés**			**Total**	**Pays[3] visés**		
	NOUVELLE-ZÉLANDE														
0				0				0				0		0	0
	PÉROU														
1	USA (1)			0				1	USA (1)			0		0	3
	TAIPEI CHINOIS														
0				0				0				0		0	0
	TURQUIE														
0				0				0				0		0	1
	UKRAINE														
1	UZB (1)			0				0				0		0	1
	UNION EUROPÉENNE														
4	EGY (2)	CHN (1)	IDN (1)	0				3	ARG (1)	CHN (2)		1	ARG (1)	2	18
36	**TOTAL**			**21**				**30**				**1**		**0**	**195**

NR – Non indiqué.

LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LES ANNEXES

AFG	AFGHANISTAN
ZAF	AFRIQUE DU SUD
ALB	ALBANIE
DZA	ALGÉRIE
DEU	ALLEMAGNE
AND	ANDORRE
AGO	ANGOLA
ATG	ANTIGUA-ET-BARBUDA
SAU	ARABIE SAOUDITE, ROYAUME D'
ARG	ARGENTINE
ARM	ARMÉNIE
AUS	AUSTRALIE
AUT	AUTRICHE
AZE	AZERBAÏDJAN
BHS	BAHAMAS
BHR	BAHREÏN, ROYAUME DE
BGD	BANGLADESH
BRB	BARBADE
BLR	BÉLARUS
BEL	BELGIQUE
BLZ	BELIZE
BEN	BÉNIN
BMU	BERMUDES
BTN	BHOUTAN
BOL	BOLIVIE, ÉTAT PLURINATIONAL DE
BIH	BOSNIE-HERZÉGOVINE
BWA	BOTSWANA
BRA	BRÉSIL
BRN	BRUNÉI DARUSSALAM
BGR	BULGARIE
BFA	BURKINA FASO
BDI	BURUNDI
KHM	CAMBODGE
CMR	CAMEROUN
CAN	CANADA
CPV	CABO VERDE
CHL	CHILI
CHN	CHINE
CYP	CHYPRE
COL	COLOMBIE
COG	CONGO
COD	CONGO, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU
KOR	CORÉE, RÉP. DE
PRK	CORÉE, RÉP. DÉM. DE
CRI	COSTA RICA
CIV	CÔTE D'IVOIRE
HRV	CROATIE
CUB	CUBA
DNK	DANEMARK
DJI	DJIBOUTI
DMA	DOMINIQUE
EGY	ÉGYPTE
SLV	EL SALVADOR
ARE	ÉMIRATS ARABES UNIS
ECU	ÉQUATEUR
ESP	ESPAGNE
EST	ESTONIE
SWZ	ESWATINI
EU	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ETH	ÉTHIOPIE
MKD	EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE
RUS	FÉDÉRATION DE RUSSIE
FJI	FIDJI
FIN	FINLANDE
FRA	FRANCE
GAB	GABON
GMB	GAMBIE
GEO	GÉORGIE
GHA	GHANA
GRC	GRÈCE
GRD	GRENADE
GTM	GUATEMALA
GIN	GUINÉE
GNB	GUINÉE-BISSAU
GNQ	GUINÉE ÉQUATORIALE
GUY	GUYANA
HTI	HAÏTI
HND	HONDURAS
HKG	HONG KONG, CHINE
HUN	HONGRIE
FRO	ÎLES FÉROÉ
SLB	ÎLES SALOMON
IND	INDE
IDN	INDONÉSIE
IRN	IRAN
IRQ	IRAQ
IRL	IRLANDE
ISL	ISLANDE
ISR	ISRAËL
ITA	ITALIE
JAM	JAMAÏQUE
JPN	JAPON
JOR	JORDANIE
KAZ	KAZAKHSTAN
KEN	KENYA
KWT	KOWEÏT, ÉTAT DU
LSO	LESOTHO
LVA	LETTONIE
LBN	LIBAN
LBR	LIBÉRIA
LBY	LIBYE
LIE	LIECHTENSTEIN
LTU	LITUANIE
LUX	LUXEMBOURG
MAC	MACAO, CHINE
MDG	MADAGASCAR
MYS	MALAISIE
MWI	MALAWI
MDV	MALDIVES
MLI	MALI
MLT	MALTE
MAR	MAROC
MUS	MAURICE
MRT	MAURITANIE
MEX	MEXIQUE
MDA	MOLDOVA, RÉP. DE
MNG	MONGOLIE
MNE	MONTÉNÉGRO
MOZ	MOZAMBIQUE
MYN	MYANMAR
NAM	NAMIBIE
NPL	NÉPAL
NIC	NICARAGUA
NER	NIGER
NGA	NIGÉRIA
NOR	NORVÈGE
NZL	NOUVELLE-ZÉLANDE
OMN	OMAN
UGA	OUGANDA
UZB	OUZBÉKISTAN
PAK	PAKISTAN
PAN	PANAMA
PNG	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE
PRY	PARAGUAY
NLD	PAYS-BAS
PER	PÉROU
PHL	PHILIPPINES
POL	POLOGNE
PRT	PORTUGAL
QAT	QATAR
SYR	RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE
CAF	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
LAO	RÉP. DÉM. POP. LAO
DOM	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
KGZ	RÉPUBLIQUE KIRGHIZE
SVK	RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
CZE	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
ROU	ROUMANIE
GBR	ROYAUME-UNI
RWA	RWANDA
KNA	SAINT-KITTS-ET-NEVIS
VCT	SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES
LCA	SAINTE-LUCIE
WSM	SAMOA
STP	SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE
SEN	SÉNÉGAL
SRB	SERBIE
SYC	SEYCHELLES
SLE	SIERRA LEONE
SGP	SINGAPOUR
SVN	SLOVÉNIE
SDN	SOUDAN
LKA	SRI LANKA
SWE	SUÈDE
CHE	SUISSE
SUR	SURINAME
TJK	TADJIKISTAN
TPKM	TAIPEI CHINOIS
TZA	TANZANIE
TCD	TCHAD
THA	THAÏLANDE
TGO	TOGO
TON	TONGA
TTO	TRINITÉ-ET-TOBAGO
TUN	TUNISIE
TKM	TURKMÉNISTAN
TUR	TURQUIE
UKR	UKRAINE
UE	UNION EUROPÉENNE
URY	URUGUAY
VUT	VANUATU
VEN	VENEZUELA, RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU
VNM	VIET NAM
YEM	YÉMEN
ZMB	ZAMBIE
ZWE	ZIMBABWE